

Cependant, l'avenir de ces pays dépend tout autant d'événements qui échappent à leur emprise que de la volonté et des intentions collectives de leurs dirigeants.

Depuis sa fondation à Bangkok en août 1967, l'ASEAN a été surchargée de tâches diplomatiques et économiques qui ont menacé de la détruire à plusieurs reprises. Les hostilités entre Singapour et l'Indonésie, jumelées aux querelles territoriales entre la Malaisie et les Philippines et à la participation sans cesse plus grande de la Thaïlande à la guerre américaine au Vietnam semblaient vouer à l'échec cette tentative d'unification d'une région «balkanisée» par des siècles de régime colonial, de diversité ethnique et de rivalités entre grandes puissances. Les cyniques décrivaient l'ASEAN comme une «marmite de nationalismes différents» et inconciliables et ne lui accordaient aucune chance de succès.

Sur le plan économique, la région était riche de certaines ressources naturelles, notamment le pétrole, le caoutchouc et l'étain, mais l'industrialisation était encore restreinte. L'économie paysanne dominait la plus grande partie de l'agriculture des pays de l'ASEAN et la prospérité des affaires à Singapour était perçue en quelque sorte comme une menace commerciale sur les sociétés moins développées de la région.

A la fin des années 60, les pays de l'Asie du Sud-Est désireux de s'intégrer dans un cadre de coopération internationale n'avaient que l'embarras du choix des organisations. Plusieurs étaient destinées avant tout à la défense, notamment l'Organisation du traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est (OTASE) et le Conseil de l'Asie et du Pacifique (ASPAC), ce dernier formé de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande. D'autres s'intéressaient davantage au développement économique et social, notamment le Plan de Colombo et la Banque asiatique de développement.

Produits de la guerre froide, les alliances de défense étaient formées pour parer à une éventuelle agression communiste. Comme telles, l'ASPAC et l'OTASE restreignaient considérablement la latitude diplomatique de leurs membres et excluaient la neutralité et le non-alignement comme orientation possibles. Quant aux organisations économiques, elles étaient simplement trop grandes et trop diffuses pour répondre aux besoins régionaux particuliers de l'Asie du Sud-Est. L'Association de l'Asie du Sud-Est (ASA), créée en 1961 et composée de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande, s'est fondue dans l'ASEAN en août 1967. Enfin le

Maphilindo (acronyme pour Malaisie, Philippines et Indonésie), fondé à Manille en 1963, s'était révélé impropre à réaliser l'unité régionale. Ainsi donc, l'idée de la coopération en Asie du Sud-Est s'inspirait de plusieurs sources, mais ce n'est qu'en 1967, avec la Déclaration de Bangkok que s'est dessinée une identité régionale plus durable, capable de coexister avec les nationalismes locaux et même de les atténuer.

Débuts modestes

L'ASEAN connut des débuts modestes, l'unité régionale n'étant alors qu'un objectif bien vague. La querelle entre les Philippines et la Malaisie à propos du Sabah menaça de rompre le fragile consensus, mais les deux pays normalisèrent leurs relations diplomatiques en 1969. Le ministre des Affaires étrangères Ramos exprima alors le souhait que l'Association puisse devenir l'arbitre des différends futurs entre les membres. Une autre querelle, latente depuis des années, éclata entre Singapour et l'Indonésie en octobre 1968, lorsque deux «marines» indonésiens furent capturés lors d'un raid contre Singapour et exécutés. Des étudiants indonésiens ripostèrent en saccageant l'ambassade de Singapour à Djakarta.

Néanmoins, la coopération économique progressait. L'ASEAN mettait sur pied des comités permanents pour faciliter la coopération dans les secteurs des communications, de l'expédition maritime, de la production alimentaire et de l'aviation. L'ouverture d'un dialogue entre l'ASEAN et la Communauté économique européenne était annoncée en avril 1972. Par ailleurs, une étude des Nations Unies montrait que l'ASEAN pouvait épargner 275 millions de dollars si elle réalisait quelques projets régionaux dans un cadre coopératif, plutôt que de laisser chacune de ses nations membres construire de petites usines qui entreraient en concurrence les unes avec les autres. Une autre étude révélait que le marché de l'Association était trois fois plus vaste que le plus grand marché national de la région. Pour l'industrie, cela signifiait qu'il pouvait être avantageux de produire à une échelle régionale des articles non rentables sur un simple marché national. Des études de projets laissaient entendre que la production des produits de base pouvait être organisée en fonction de marchés agrandis au sein de l'ASEAN, et les coûts unitaires réduits d'environ 20 p. cent sur la production destinée aux seuls marchés nationaux. Si ces propositions étaient appliquées, beaucoup de produits deviendraient compétitifs sur les marchés internationaux, sans qu'il fût besoin, ou presque, d'imposer des tarifs.